



Conseil économique et social

Distr. générale
21 octobre 2015
Français
Original : anglais

**Comité chargé des organisations
non gouvernementales**
Session ordinaire de 2016
25 janvier - 3 février et 16 février 2016

**Rapports quadriennaux pour la période 2011-2014
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général,
en application de la résolution 1996/31 du Conseil
économique et social, par les organisations
non gouvernementales dotées du statut consultatif
auprès du Conseil**

Note du Secrétaire général*

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Académie internationale d'informatisation	3
2. Conseil international des traités indiens	4
3. Fédération internationale de l'ACAT - Action des chrétiens pour l'abolition de la torture	5
4. Fédération internationale des associations contre le psoriasis	6
5. Fédération internationale des associations de personnes âgées	7
6. Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine	8
7. Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales	9
8. Fédération internationale des femmes diplômées des universités	11
9. Fédération internationale des travailleurs sociaux	13
10. Fédération internationale du vieillissement	14

* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales ne sont pas revus par les services d'édition.



11. Fondation internationale de la famille	16
12. Institut international des droits de l'enfant	17
13. International Human Rights Observer	18
14. International Institute for Child Protection	20
15. Mouvement international de la réconciliation	21

1. Académie internationale d'informatisation

Statut consultatif général : 1995

Introduction

L'Académie internationale d'informatisation a des bureaux partout dans le monde.

Objectifs et mission

L'Académie s'emploie à informatiser les activités portant sur les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

Changements à signaler

De nouveaux bureaux ont été créés à Bakou (Azerbaïdjan) et à Nanjing (Chine).

Contribution à des activités des Nations Unies

L'Académie a publié la Déclaration du Millénaire des Nations Unies en russe et en anglais pour le grand public, ainsi qu'un guide d'apprentissage de la déclaration. Elle a également organisé un séminaire sur le développement durable et une conférence internationale intitulée « The United Nations Millennium Declaration after 10 years: Outcomes and prospects ». Ces activités ont été suivies par la publication de documents de recherche.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'académie s'est réunie avec les dirigeants du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York en 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'Académie a collaboré avec le Centre d'information des Nations Unies à Moscou et avec le bureau du Programme des Nations unies pour le développement en Russie.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Elle a mis au point et présenté une proposition de programme intitulée « A global landscape network - natural sites and balanced cultural landscapes », et un projet de document intitulé « Preserving and increasing the number of clean surface and underground water resources: a strategic interest of nations », qui demande un appui pour la création d'éléments hydrographiques majeurs respectueux de l'environnement lorsque des questions relatives au développement stratégique sont discutées.

2. Conseil international des traités indiens

Statut consultatif général : 2011

Introduction

Le Conseil international des traités indiens est une organisation qui représente des peuples autochtones de l'Amérique du Nord, de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, des Caraïbes et du Pacifique.

Objectifs et mission

L'organisation œuvre pour le respect des droits des peuples autochtones.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a travaillé avec le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones. Il a participé aux sessions du Conseil des droits de l'homme et présenté des rapports parallèles conjointement avec 28 groupes autochtones. Il a déposé des documents auprès du Comité des droits de l'enfant, du Représentant spécial du Secrétaire général et des Rapporteurs spéciaux sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et les droits des peuples autochtones.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a, entre autres :

- Participé à la Réunion plénière de haut niveau de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones;
- Participé à la Réunion d'un groupe d'experts internationaux sur la violence envers les femmes et les filles autochtones et réalisé des exposés, en janvier 2012, à New York; participé à la réunion du Groupe d'experts sur les droits en matière de santé sexuelle et procréative de l'Instance permanente sur les questions autochtones en janvier 2014, à New York; et
- Travaillé dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur le quinzième Forum mondial des grands groupes et des parties prenantes du Programme des Nations Unies pour l'environnement, en décembre 2013 à Washington DC.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation travaille avec le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a pris part aux discussions sur l'après-2015 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale et du grand groupe des peuples autochtones.

3. Fédération internationale de l'ACAT - Action des chrétiens pour l'abolition de la torture

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

La Fédération Internationale de l'ACAT (Action des Chrétiens pour l'abolition de la torture) (FIACAT) regroupe une trentaine d'associations nationales présentes sur quatre continents.

Objectifs

La FIACAT fait de la sensibilisation contre la torture et la peine de mort auprès d'institutions importantes et aide ses affiliées à faire de même auprès d'organismes internationaux et régionaux.

Changements à signaler

ACAT Libéria et ACAT États-Unis d'Amérique se sont récemment affiliées à la fédération, et ACAT Ghana et ACAT Niger sont en cours d'affiliation. ACAT Burkina-Faso a été suspendue de la fédération.

Contribution à des activités des Nations Unies

La FIACAT a assisté à l'ensemble des sessions de l'examen périodique universel, du Comité contre la torture, du Comité des droits de l'homme et du Comité des disparitions forcées. Elle y a présenté un ensemble de 24 rapports alternatifs.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La FIACAT a participé, entre autres, aux réunions suivantes :

- Les soixante-septième et soixante-neuvième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies pour soutenir les résolutions 67/176 et 69/186 (2014) appelant à un moratoire universel sur les exécutions capitales;
- Les sessions ordinaires du Conseil des droits de l'Homme, à Genève (Suisse), en 2012, 2013, et 2014; la FIACAT a soumis 3 rapports au Secrétaire général en préparation des rapports sur la peine de mort;
- Une intervention orale conjointe concernant le troisième rapport conjoint de sept experts des Nations Unies sur la situation en République Démocratique du Congo;
- Une intervention orale sur le suivi des engagements pris par le Royaume-Uni en matière de droits de l'Homme; et
- Deux événements parallèles sur la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, en 2011 et 2014, à Genève (Suisse).

La FIACAT organise annuellement des activités et des outils de communication pour la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture et la Journée internationale des droits de l'Homme.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Depuis 2014, la FIACAT soutient le Fonds spécial créé par le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT) pour un projet au Bénin sur la « Notification aux détenus de leurs droits fondamentaux et réduction de la surpopulation dans les lieux de détention grâce à une meilleure identification des cas de détention abusive par les agents de l'État et la société civile ». La FIACAT a également facilité les entretiens du Sous-Comité pour la Prévention de la Torture.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

4. Fédération internationale des associations contre le psoriasis

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

La Fédération internationale des associations contre le psoriasis soutient 53 associations nationales membres et quatre associations régionales membres œuvrant contre le psoriasis en Asie, en Amérique latine, en Europe et en Afrique.

Objectifs et mission

La Fédération vise à assurer un accès universel aux traitements pour le psoriasis et à susciter une sensibilisation et une meilleure compréhension de la maladie, ainsi qu'à modifier le paradigme du traitement et à mettre fin à la discrimination.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a contribué aux travaux des Nations Unies en promouvant la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Elle sensibilise également le public à la non-transmissibilité du psoriasis. Elle a mis au point des documents et des ateliers de renforcement des capacités.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, les 19 et 20 septembre 2011 à New York;
- La cinquante-et-unième session de la Commission du développement social, tenue à New York du 1er au 7 février 2012;

- Les cinquième, sixième et septième sessions de la Conférence des États parties à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, du 12 au 14 septembre 2012, du 17 au 19 juillet 2013 et du 10 au 12 juin 2014, à New York; et
- La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et autres objectifs de développement adoptés au niveau international pour les personnes handicapées, pour sensibiliser au caractère invalidant du psoriasis.

Des représentants de l'organisation ont assisté à la Journée internationale des personnes handicapées en 2012, 2013 et 2014, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

5. Fédération internationale des associations de personnes âgées

Statut consultatif général : 1991

Introduction

La Fédération internationale des associations de personnes âgées (FIAPA) regroupe des associations de personnes âgées et les représente auprès des grandes organisations internationales. Elle est présente dans 16 pays du monde.

Objectifs

La FIAPA a pour but de lutter pour la protection des personnes âgées et d'établir des relations avec les organisations internationales. Elle organise des colloques, entreprend des réflexions et mène des projets d'études et de recherche.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La FIAPA anime un groupe de travail d'ONG depuis septembre 2012 pour rédiger un projet de convention internationale favorisant l'accès aux droits fondamentaux pour les citoyens âgés susceptibles d'être discriminés. Elle a promu ce projet au Comité économique et social, à New York, du 6 au 15 février 2013 et du 9 au 17 février 2014. Depuis 2014, la fédération participe aux réunions de la Commission des ONG sur le vieillissement à Genève (Suisse). Elle a aussi suivi la Commission des droits de l'homme de la Conférence des organisations internationales non-gouvernementales du Conseil de l'Europe, le 19 février 2014, ce qui a abouti à la recommandation CM/REC(2014)2. La FIAPA est intervenue lors

des Journées internationales des personnes âgées à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et à l'ONU à Genève (Suisse). La FIAPA a organisé un colloque qui a mené à la ratification et au vote de la Charte universelle de la protection juridique des aînés vulnérables à Rome en octobre 2011.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La FIAPA a participé à la consultation publique intersessions sur la promotion et la protection des droits fondamentaux des personnes âgées, le 15 avril 2013, à Genève (Suisse).

Elle a soumis une contribution pour la réunion du groupe de travail à composition ouverte sur le vieillissement, tenue du 12 au 15 août 2013 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La FIAPA promeut depuis 2012 le Réseau francophone des villes-amies des aînés de l'Organisation mondiale de la Santé.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La FIAPA priorise dans ses actions internationales la lutte contre la maltraitance financière, les droits des personnes âgées et l'isolement, entre autres.

6. Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

La Fédération internationale des associations d'étudiants en médecine représente, à l'échelle internationale, des associations d'étudiants en médecine de 118 pays. Sa vision est celle d'un monde dans lequel tous les étudiants en médecine s'unissent pour la santé mondiale et disposent du savoir, des compétences et des valeurs nécessaires pour assumer des rôles de direction en matière de santé tant au niveau local que sur la scène mondiale.

Objectifs et mission

La Fédération aspire à renforcer les capacités dans le domaine des soins de santé, en se concentrant sur les priorités de la nouvelle génération de professionnels de la santé.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération s'emploie à améliorer la santé en luttant contre le VIH/sida dans 118 pays grâce à un réseau de 12 000 cliniques et aux échanges en matière de recherche. La Fédération entretient des relations avec plusieurs organisations non

gouvernementales et promeut la prise de mesures concertées dans le domaine de la santé, de l'éducation, de l'employabilité, des droits de l'homme et de la paix. Elle encourage le partage des bonnes pratiques entre les organisations.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération participe chaque année à l'Assemblée mondiale de la Santé à Genève (Suisse). L'IFMSA a également participé à plus de dix sessions du Comité régional de l'Organisation mondiale de la Santé. Elle a participé à toutes les Conférences des Nations Unies sur les changements climatiques. Elle a pris part à plusieurs réunions du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable. Elle a participé aux trente-sixième et trente-septième Conférences générales de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en octobre 2011 et en novembre 2013, aux conférences internationales des ONG en décembre 2012 et 2014 et au Forum des jeunes, en octobre 2011 et 2013.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération collabore avec l'Organisation mondiale de la Santé sur de nombreux sujets, notamment la sécurité des patients et la salubrité de l'environnement. Elle a participé au Programme de participation de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture 2012-2013, et a reçu une subvention pour dispenser des formations basées sur l'éducation par les pairs.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a organisé des formations internationales, régionales et nationales. Plusieurs des thèmes adoptés par l'assemblée générale de la Fédération ont été consacrés à l'atteinte des OMD, tels que « Health Equality and Disparity among the MDGs », mars 2011, à Jakarta et « Health beyond 2015 », mars 2014, à Hammamet (Tunisie). La Fédération et ses organisations membres ont mené plus de 300 projets communautaires axés sur les maladies transmissibles et non transmissibles. La fédération a également participé à divers Groupes de travail ouverts sur les objectifs de développement durable, préconisant l'inscription du droit à la santé et des droits de la jeunesse dans les futurs programmes de développement.

7. Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales

Statut consultatif général : 1947

Introduction

La Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales est un réseau international regroupant des femmes de carrières libérales et commerciales de plus de 100 pays dans le monde.

Objectifs et mission

La Fédération vise à développer le potentiel professionnel, commercial et de direction des femmes sur tous les niveaux, grâce à des projets et des programmes d'autonomisation économique à travers le monde.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a forgé des partenariats mondiaux pour le programme de développement durable pour l'après-2015. Elle a apporté une contribution à travers la participation aux consultations thématiques globales sur les inégalités dans le cadre du Groupe des Nations Unies pour le développement et le rapport intitulé « Réaliser l'avenir que nous voulons pour tous ». Elle s'est engagée auprès du siège et des réseaux locaux du Pacte mondial, a réuni les principales parties prenantes dans douze pays pilotes pour élaborer un modèle de travail et assurer l'incorporation des principes d'autonomisation des femmes dans le document d'orientation de l'Organisation internationale des employeurs (OIE) sur l'autonomisation des femmes et la Coopération économique Asie-Pacifique (CEAP), le 30 juin 2012. Elle a collaboré avec différents organismes pour inscrire la migration dans le programme pour l'après-2015 et élaborer des indicateurs pour les objectifs de développement durable.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé aux réunions suivantes :

- Des manifestations parallèles pendant le Sommet des dirigeants sur le Pacte mondial, tenu les 19 et 20 septembre 2013 à New York;
- Des manifestations parallèles pendant les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme;
- Les réunions préparatoires de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+ 20, du 20 au 22 juin 2012, à Rio de Janeiro au Brésil;
- Une réunion de l'agent de liaison chargé des affaires du Pacte Mondial intitulée « Missing for Rio: Women and Youth », en mai 2012, à New York;
- La cinquième manifestation annuelle sur les principes d'autonomisation des femmes, au cours de laquelle l'organisation a présenté un résumé de session au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies; et
- Un débat de haut niveau qui s'est déroulé pendant la soixante-huitième Session de l'Assemblée générale. Elle a fait une déclaration orale sous le thème « Les contributions des femmes, des jeunes et de la société civile au programme de développement de l'après-2015 », les 6 et 7 mars 2014, à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération est l'un des membres fondateurs de la Plateforme mondiale d'actions pour l'approvisionnement auprès des fournisseurs et prestataires femmes du Centre du commerce international. Elle a fait pression en faveur de l'inclusion des principes d'autonomisation des femmes, signé des accords pour renforcer la collaboration, écrit des articles pour le magazine officiel du Centre du commerce international (« International Trade Forum ») et participé à la conception et à la commercialisation des outils et des ressources officielles des principes d'autonomisation des femmes. La Fédération a contribué au cadre de développement pour l'après-2015 en participant de manière active aux grands groupes, à la campagne travail décent de l'Organisation internationale du travail (les campagnes pour la Journée de l'égalité salariale), et à la campagne Red Belt de l'Organisation mondiale de la Santé pour réduire le risque cardiométabolique.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a amélioré l'établissement d'enseignement Business & Professional Women Quality School et lui a fourni des programmes d'alphabétisation à Azam Town, à Karachi (Pakistan). Elle a financé des programmes axés sur l'éducation des femmes et la fin de la violence à leur égard.

8. Fédération internationale des femmes diplômées des universités

Statut consultatif spécial : 1947

Introduction

La Fédération internationale des femmes diplômées des universités est représentée dans plus de 60 pays.

Objectifs et mission

La Fédération vise à promouvoir l'autonomisation des femmes et des filles, notamment grâce à l'éducation, à promouvoir la condition des femmes et des filles; encourager les femmes et les filles et leur permettre d'appliquer leurs connaissances et leurs compétences pour devenir des dirigeantes et prendre des décisions dans tous les domaines de la vie publique et privée.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération a présenté des déclarations et a organisé des tables-rondes conjointement avec d'autres organisations, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire et lors des sessions du Conseil économique et social. La Fédération a participé activement aux réseaux d'ONG, notamment dans le cadre de la Conférence des organisations non gouvernementales et la Commission de la

condition de la femme des ONG. Dans ses résolutions adoptées en 2010 et 2013, la Fédération demande instamment à ses membres de promouvoir la mise en œuvre de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes de la Commission de la condition de la femme et du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Des organisations comme le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ont participé à la Conférence triennale de la Fédération à Istanbul en 2013. La Fédération a organisé des ateliers portant sur la traite des êtres humains et la torture.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé aux réunions suivantes :

- La centième session de la Conférence internationale du Travail, tenue à Genève (Suisse) du 1er au 17 juin 2011;
- Les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York;
- Les vingtième et vingt-cinquième sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève (Suisse);
- Conseil économique et social, en juillet 2011 à Genève (Suisse) : la Fédération a organisé un Groupe de haut niveau qui s'est penché sur « le refus de l'enseignement secondaire aux filles : ses causes sous-jacentes et son impact sur le développement »;
- Le débat d'une demi-journée du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes sur le droit des femmes et des filles à l'éducation, qui a eu lieu à Genève (Suisse) le 7 juillet 2014; et
- La réunion de haut niveau de l'Assemblée générale organisée à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'adoption de la Convention relative aux droits de l'enfant, le 20 novembre 2014 à New York.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération participe régulièrement aux consultations des Nations Unies avec les ONG partenaires. Ses membres et ses représentants sont actifs dans le cadre de la Conférence des organisations non gouvernementales et de la Commission de la condition de la femme des ONG, entre autres. Elle FIFDU a collaboré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire dans le cadre d'une manifestation parallèle sur les femmes et la science, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques à Genève (Suisse) en 2013 et a pris part au groupe des Nations Unies et des ONG sur les « Politiques internationales sur l'éducation en matière de droits de l'homme » organisé par le groupe de travail sur l'éducation aux droits de l'homme en 2012.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération et ses membres ont réalisé des projets populaires dans le monde entier pour renforcer l'aptitude à lire et à compter des filles et des femmes : elle a

élaboré un programme d’alphabétisation pour les femmes du marché en Sierra Leone et a organisé des cours d’alphabétisation, des formations professionnelles et des séminaires à l’intention d’adolescentes et de jeunes femmes en Inde.

Des centres de formation, des programmes de santé maternelle et cinq manifestes pour promouvoir l’éducation des filles et des femmes ont été créés dans la partie turque de Chypre et au Salvador pour les femmes enceintes et les mères.

9. Fédération internationale des travailleurs sociaux

Statut consultatif spécial : 1959

Introduction

La Fédération internationale des travailleurs sociaux est une fédération mondiale d’organismes nationaux de travailleurs sociaux.

Objectifs et mission

La Fédération s’emploie à développer un partenariat mondial visant à promouvoir le travail social en tant que profession et à encourager la participation des travailleurs sociaux à la planification sociale et à la formulation de politiques sociales.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération diffuse des informations sur les activités et les initiatives de l’ONU à travers sur son site Web (United Nations Social Work Hub) et son bulletin d’informations. En outre, sa Commission des droits de l’homme anime une large discussion sur les questions de droits de l’homme. Enfin, la Fédération organise depuis 30 ans les Journées annuelles du travail social de l’Organisation des Nations Unies à New York, et depuis 2012 à Genève (Suisse).

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fédération a participé à plusieurs réunions, y compris :

- Commission de la condition de la femme : la Fédération a souscrit à la déclaration sur « la Justice pour les femmes, économique, sociale et écologique en vue du développement durable, une déclaration féministe pour l’après-2015 »;
- Comité de Vienne des ONG sur les stupéfiants : la Fédération a participé aux réunions ordinaires du Comité de Vienne des ONG sur les stupéfiants et aux manifestations des cinquante-sixième et cinquante-septième sessions annuelles des débats de haut niveau et de la Commission des stupéfiants.
- Comité des ONG sur la condition de la femme, à Vienne : la formulation conjointe d’une déclaration sur les défis et les réalisations dans la mise en œuvre des OMD pour les femmes et les filles; et

- Vingt-septième session du Conseil des droits de l’homme : la Fédération a présenté une déclaration commune le 15 septembre 2014 et organisé une table ronde sur la protection de la famille et de ses membres.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération a coopéré avec les organismes des Nations Unies ci-après :

- Organisation mondiale de la Santé : la Fédération est représentée au sein du Groupe consultatif de l’Organisation mondiale de la Santé pour la révision de la Classification statistique internationale des maladies et des problèmes de santé connexes (ICD-10);
- Programme commun des Nations Unies sur le VIH et le sida pour préparer la Journée mondiale du travail social 2015;
- Fonds des Nations Unies pour l’enfance pour mettre l’accent sur les enfants sans protection parentale. La Fédération a distribué deux manuels; et
- Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés : participation aux consultations annuelles du Haut-Commissaire avec les ONG et au Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire, de 2011 à 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a organisé des conférences mondiales portant sur plusieurs thèmes liés aux initiatives de l’ONU; elle s’emploie, en collaboration avec Child Rights Connect, à sensibiliser les parties prenantes afin de parvenir à l’universalité de l’enseignement primaire.

En tant que l’un des principaux membres de la Coalition mondiale pour les socles de protection sociale, elle plaide pour la mise en œuvre de la Recommandation sur les socles de protection sociale de 2012, de l’Organisation internationale du travail.

10. Fédération internationale du vieillissement

Statut consultatif général : 1995

Introduction

La Fédération internationale du vieillissement est une ONG qui regroupe des membres du monde entier.

Objectifs et mission

La Fédération travaille à améliorer la qualité de la vie des personnes âgées au niveau mondial.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fédération organise des conférences tous les deux ans sur les trois domaines prioritaires du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement : les personnes âgées et le développement, améliorer la santé et le bien-être dans la vieillesse et assurer un environnement propice et favorable. La Fédération a tenu ses onzième et douzième conférences mondiales sur le vieillissement, respectivement du 28 mai au 1^{er} juin 2012 à Prague et du 10 au 13 juin 2014 à Hyderabad (Inde). Deux ateliers internationaux ont été convoqués : sur les droits de l'homme pour les personnes âgées dans la région de l'Asie et du Pacifique, du 4 au 6 juin 2012 à Thiruvananthapuram (Inde) et, sur le vieillissement et l'environnement favorable aux aînés, les 27 et 28 mai 2013 à Yaoundé.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Des déclarations ont été présentées à l'occasion de :

- L'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, en 2012 à New York;
- Les sessions annuelles de la Commission du développement social à New York;
- Les sessions du Conseil des droits de l'homme, tenues à Genève (Suisse);
- Les sessions annuelles de la Commission de la condition de la femme à New York; et
- Toutes les sessions du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement, à New York.

La Fédération a participé aux réunions suivantes :

- La Réunion de haut niveau sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles, les 19 et 20 septembre 2011 à New York;
- La Conférence de la Commission économique pour l'Europe sur le Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement et la mise en œuvre de sa stratégie régionale d'application, les 19 et 20 septembre 2012, à Vienne;
- La Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, le 23 septembre 2013 à New York; et
- Le Premier Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (Habitat III), à New York les 17 et 18 septembre 2014.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fédération préside la Global Alliance for the Rights of Older People. Elle a organisé, en collaboration avec le bureau chargé du vieillissement et de la qualité de la vie au sein de l'Organisation mondiale de la Santé, un programme OMS pour un environnement favorable aux aînés. La Fédération est membre de nombreux comités, notamment le Comité des ONG pour les migrations, le Comité des ONG sur le vieillissement, le Comité des ONG du développement social et le Comité pour la famille.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

La Fédération a concentré ses activités relatives aux OMD sur les problèmes de santé des femmes et des personnes âgées. Elle a participé au Conseil des entreprises pour les Nations Unies et a animé les débats en mettant l'accent sur l'importance des femmes et du vieillissement comme priorités en matière de santé mondiale dans le programme de développement pour l'après-2015.

11. Fondation internationale de la famille

Statut consultatif général : 2011

Introduction

La Fondation internationale de la famille est présente dans 65 pays comme union de centres d'enrichissement de famille non confessionnels, à but non lucratif, indépendants et privés.

Objectifs et mission

La mission principale consiste à aider les parents à élever leurs enfants en les appuyant pour développer pleinement leur potentiel d'éducateurs et à partager les connaissances et les pratiques exemplaires en matière de famille.

Changements à signaler

La Fondation a été reclassée en juillet 2011 de statut consultatif spécial à statut consultatif général auprès du Conseil économique et social.

Contribution à des activités des Nations Unies

La Fondation a accordé une importance particulière au vingtième anniversaire de l'année de la famille. Les différentes activités organisées ont atteint 7000 personnes dans le monde. En collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales et le Coordonnateur pour les questions relatives à la famille, la Fondation a organisé des réunions du groupe d'experts pour l'Europe à Bruxelles, du 6 au 8 juin 2012 et pour l'Amérique du Nord dans la ville de Mexico au Mexique, les 19 et 20 mai 2014.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

La Fondation a participé aux sessions annuelles de la Commission du développement social à New York et présenté des exposés écrits à ces occasions. Elle a également pris part aux réunions du groupe d'experts tenues à Doha en mars 2011 et à New York en juin 2011 et mai 2012, ainsi qu'aux célébrations de la Journée internationale des familles le 15 mai.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

La Fondation a contribué entre autres activités de l'Organisation mondiale de la Santé à celles du Fonds des Nations Unies pour l'enfance et celles du Conseil des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Les programmes que la Fondation met en œuvre partout dans le monde contribuent à la réalisation des OMD. La Fondation a également publié des Bulletins mensuels qui couvrent des questions liées au développement, distribués aux membres de la Fondation ainsi qu'à d'autres parties prenantes. Elle a par ailleurs participé à la Conférence régionale de la Commission économique pour l'Europe à Genève (Suisse) en juillet 2013 et à la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à New York le 23 septembre 2013.

12. Institut international des droits de l'enfant

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

L'Institut International des droits de l'enfant (IDE) regroupe des intervenants d'ONG dans une vingtaine de pays à travers le monde.

Objectifs

L'institut s'emploie à consolider les droits de l'enfant, particulièrement le respect de la dignité humaine. Il vise également à renforcer la Convention internationale relative aux droits de l'enfant.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'institut célèbre la journée internationale des droits de l'enfant chaque année. Il a organisé les séminaires suivants :

- « Droits de l'enfant et secteur privé : amener les États et les entreprises à remplir leurs obligations », le 10 octobre 2013, à Berne. Les recommandations finales ont été transmises au Comité des droits de l'enfant;
- « Tourisme sexuel impliquant des enfants : prévention, protection, interdiction et soins aux victimes », du 15 au 18 octobre 2013, à Sion (Suisse); et
- « Semaine des droits humains: colloque droits de l'enfant versus droit à l'enfant », du 7 au 10 octobre 2014, à Genève (Suisse).

L'IDE a également sollicité les autorités administratives pour une ratification rapide du 3e Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, le 10 octobre 2013, à Berne.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'IDE a participé aux débats généraux du Comité des droits de l'enfant : « The Rights of All Children in the Context of International Migration » et « Digital Media and Children's Rights », le 28 septembre 2012 et le 12 septembre 2014, à

Genève (Suisse). L'IDE a pris part à la présession du Comité pour présenter le rapport alternatif de la Suisse, le 19 juin 2014, à Genève (Suisse).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'IDE a participé à plusieurs rencontres, dont :

- « Enseignement et échanges internationaux sur les droits de l'enfant », en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, en Chine en 2011;
- Une réunion à l'IDE d'experts de l'ONU sur la jeunesse, la santé, l'éducation, la science et la culture, les droits de l'Homme, qui a mené à la mise en place d'outils pour évaluer l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, les 11 et 12 février 2012, à Sion (Suisse);
- La mission sur l'adoption internationale et la ratification par Haïti de la Convention, à Haïti, du 27 février au 2 mars 2012; et
- La formation en justice juvénile pour des juges, procureurs et avocats tadjiks, en coopération avec UNICEF Tadjikistan, à Sion (Suisse) du 21 au 25 janvier 2014.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'IDE a donné un cours sur les droits de l'enfant pour des étudiants en médecine de l'Université de Genève (Suisse), portant sur la violence à l'encontre des enfants, les mutilations génitales féminines et les objectifs du Millénaire pour le développement, entre 2011 et 2013. L'institut a formé des interprètes communautaires sur la protection des filles contre les mutilations génitales féminines, le 18 octobre 2011, à Neuchâtel (Suisse). Il a organisé des séminaires et publié un manuel « Experiences in Education on Children's Rights for the Czech Republic », en 2011, à Brno (République tchèque).

13. International Human Rights Observer

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

International Human Rights Observer est une organisation de défense des droits de l'homme dont les activités s'articulent autour du plaidoyer, de la recherche, de la surveillance et de la formation.

Objectifs et mission

Elle vise à mettre en place un environnement plus favorable aux droits de l'homme grâce à l'éducation, la sensibilisation et l'assistance aux victimes de violations des droits de l'homme.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a contribué aux activités des Nations Unies par des campagnes de sensibilisation, des conseils juridiques gratuits et des programmes de formation. Il a célébré la Journée internationale des droits de l'homme, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et la Journée internationale de la paix, entre autres.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- Les sessions de la Commission de la condition de la femme à New York;
- Les sessions du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes à Genève (Suisse);
- Les sessions de la Commission du développement social à New York;
- La douzième session de l'Instance permanente sur les questions autochtones, du 20 au 31 mai 2013 à New York;
- La vingt-troisième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, du 12 au 16 mai 2014 à Vienne; et
- La Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

En coopération avec des organismes des Nations Unies, l'organisation s'emploie depuis 2011 à la reconstruction et à la réadaptation des victimes en réponse à diverses catastrophes naturelles survenues au Pakistan. Elle a suivi les phases 1, 2 et 3 du Programme mondial d'éducation dans le domaine des droits de l'homme.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a mené une campagne nationale de promotion des OMD au Pakistan. Elle a organisé des ateliers et des conférences et a distribué les documents imprimés portant sur les OMD. Elle a également collaboré avec le gouvernement pakistanais et des organismes des Nations Unies en vue de l'élimination de la pauvreté. Il a lancé le programme « Child for Human Rights » et sa campagne publique en 2013. Il a créé son « Département des droits des femmes » pour effectuer des travaux de recherche fondamentale, dispenser des formations, réunir de l'information et réaliser des études de cas sur les droits des femmes au Pakistan.

14. International Institute for Child Protection

Statut consultatif spécial : 2011

Introduction

L'International Institute for Child Protection est basé à Serre Kunda (Gambie). Il a été fondé par des experts des droits de l'enfant et des personnes intéressées pour répondre à la crise sociale qui sévit en Afrique, et en Gambie en particulier.

Objectifs et mission

L'organisation est fermement décidée à protéger les droits de l'enfant. Elle vise à sensibiliser et mobiliser un partenariat entre les résidents de la communauté et les organisations afin de promouvoir l'inclusion sociale et la prise en compte des enfants dans des politiques efficaces pour la protection de l'enfance.

Changements à signaler

Pas de changement à signaler.

Contribution à des activités des Nations Unies

L'organisation a mis en place une manifestation parallèle et présenté un exposé pendant la cinquantième session de la Commission du développement social le 9 février 2012, à New York.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

- La reprise de la session 2011 du Comité des ONG, du 16 au 24 mai 2011, à New York, « Repenser et renforcer le développement social dans le monde contemporain »;
- La septième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, à Vienne du 6 au 10 octobre 2014; et
- La cinquantième session de la Commission du développement social sur l'élimination de la pauvreté, du 1er au 10 février 2012.

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

L'organisation n'a pas coopéré avec des entités du système des Nations Unies pendant la période considérée.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Aucune information fournie.

15. Mouvement international de la réconciliation

Statut consultatif spécial : 1979

Introduction

Le Mouvement international de la réconciliation est un mouvement international ayant adopté la non-violence active comme mode de vie et comme moyen de transformation politique, sociale et économique. Basé aux Pays-Bas, il est représenté dans plus de quarante pays dans le monde.

Objectifs et mission

Le Mouvement travaille pour une société mondiale plus pacifique, plus humaine et plus juste par la promotion d'une culture de non-violence, de dialogue et de réconciliation.

Changements à signaler

Le programme Women Peacemaker est devenu une ONG indépendante en 2012. Servicio Paz y Justicia est officiellement devenu une division du Mouvement international de la réconciliation, augmentant sa représentation géographique en Amérique latine.

Contribution à des activités des Nations Unies

Le Mouvement international de la réconciliation participe aux manifestations de l'ONU et diffuse les informations y relatives.

Participation à des réunions organisées par les Nations Unies

Le Mouvement a participé aux réunions suivantes :

- les cinquante-cinquième et cinquante-septième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York;
- les réunions du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015;
- les cent huitième et cent douzième sessions du Comité des droits de l'homme, du 8 au 26 juillet 2013 et du 7 au 31 octobre 2014, à Genève (Suisse); et
- les sessions ordinaires du Conseil des droits de l'homme, de mars 2013 à septembre 2014 à Genève (Suisse).

Coopération avec des entités du système des Nations Unies

Le Mouvement a participé aux comités du Conseil exécutif de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et a contribué à « Africa and Gender Equality Action Plan for Africa » et à la « Road Map for Democracy in the Arab World ». Il a également participé à des réunions du Bureau des affaires de désarmement de l'ONU à New York.

Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

Le Mouvement a rétabli un groupe de travail sur l'égalité des sexes. Il a ciblé davantage les questions environnementales et l'intersection entre l'évolution du climat et les conflits. Il a appuyé la création d'un réseau panafricain de la non-violence et a adopté un plan pour renforcer la coordination et la croissance en Afrique.
